

CONSEJO PERMANENTE



OEA/Ser.G
CP/ACTA 1400/04
19 febrero 2004

ACTA
DE LA SESIÓN EXTRAORDINARIA
CELEBRADA
EL 19 DE FEBRERO DE 2004

Aprobada en la sesión del 22 de octubre de 2004

ÍNDICE

	<u>Página</u>
Nómina de los Representantes que asistieron a la sesión.....	1
Consideración del proyecto de resolución “Apoyo al orden público y al fortalecimiento de la democracia en Haití”	2
[Aprobación del proyecto de resolución]	5

ANEXO

RESOLUCIÓN APROBADA

CP/RES. 861 (1400/04), Apoyo al orden público y al fortalecimiento de la democracia en Haití	31
---	----

DOCUMENTO CONSIDERADO EN LA SESIÓN
(SE PUBLICA POR SEPARADO)

CP/doc.3834/04, Proyecto de resolución: Apoyo al orden público y al fortalecimiento de la democracia en Haití

CONSEJO PERMANENTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS

ACTA DE LA SESIÓN EXTRAORDINARIA CELEBRADA EL 19 DE FEBRERO DE 2004

En la ciudad de Washington, a las cinco y cuarenta de la tarde del jueves 19 de febrero de 2004, celebró sesión extraordinaria el Consejo Permanente de la Organización de los Estados Americanos para considerar el proyecto de resolución “Apoyo al orden público y al fortalecimiento de la democracia en Haití”. Presidió la sesión el Embajador Paul D. Durand, Representante Permanente del Canadá y Presidente del Consejo Permanente. Asistieron los siguientes miembros:

Embajador Valter Pecly Moreira, Representante Permanente del Brasil y
Vicepresidente del Consejo Permanente
Embajadora Margarita Escobar, Representante Permanente de El Salvador
Embajador Joshua Sears, Representante Permanente del Commonwealth de las Bahamas
Embajador Esteban Tomic Errázuriz, Representante Permanente de Chile
Embajador Juan Enrique Fischer, Representante Permanente del Uruguay
Embajadora Lisa Shoman, Representante Permanente de Belice
Embajador Juan Manuel Castulovich, Representante Permanente de Panamá
Embajador Michael I. King, Representante Permanente de Barbados
Embajador Miguel Ruíz Cabañas, Representante Permanente de México
Embajador Jorge Valero Briceño, Representante Permanente de Venezuela
Embajador Ellsworth I. A. John, Representante Permanente de San Vicente y las Granadinas
Embajador Eduardo Ferrero Costa, Representante Permanente del Perú
Embajador Raymond Valcin, Representante Permanente de Haití
Embajador Rodolfo Hugo Gil, Representante Permanente de la Argentina
Embajador Luis Enrique Chase Plate, Representante Permanente del Paraguay
Embajador Salvador E. Rodezno Fuentes, Representante Permanente de Honduras
Embajadora Marina Annette Valère, Representante Permanente de Trinidad y Tobago
Embajador Marcelo Hervas, Representante Permanente del Ecuador
Embajadora Carmen Marina Gutiérrez Salazar, Representante Permanente de Nicaragua
Embajadora Sofía Leonor Sánchez Baret, Representante Permanente de la República Dominicana
Embajadora María Tamayo Arnal, Representante Permanente de Bolivia
Embajador John F. Maisto, Representante Permanente de los Estados Unidos
Embajador Patrick Lewis, Representante Interino de Antigua y Barbuda
Ministra Delrose E. Montague, Representante Interina de Jamaica
Consejera Jasmine E. Huggins, Representante Alterna de Saint Kitts y Nevis
Embajador Luis Guardia Mora, Representante Alterno de Costa Rica
Primera Secretaria Deborah Yaw, Representante Alterna de Guyana
Primer Secretario Carlos Enrique Chopen, Representante Alterno de Guatemala
Consejero Peter Lansiquot, Representante Alterno de Santa Lucía
Primera Secretaria Catherine Vézina, Representante Alterna del Canadá
Consejera Marguerite Y. St. John, Representante Alterna de Grenada
Ministra María Clara Isaza Merchán, Representante Alterna de Colombia
Consejero Rabinder Lala, Representante Alterno de Suriname

También estuvo presente el Secretario General de la Organización, doctor César Gaviria.

CONSIDERACIÓN DEL PROYECTO DE RESOLUCIÓN “APOYO AL ORDEN PÚBLICO Y AL FORTALECIMIENTO DE LA DEMOCRACIA EN HAÏTÍ”

El PRESIDENTE: Bonsoir ! J'ai l'honneur de convoquer cette séance extraordinaire du Conseil permanent à la demande de la Mission permanente d'Haïti pour examiner les derniers événements en Haïti.

In his note to the Chair of this Council, the Permanent Representative of Haiti indicates that the request has been made in view of the recent events that have taken place in various regions throughout Haiti since February 5.

Before giving the floor to Ambassador Valcin of Haiti, the Chair would like to inform you that the permanent observers of Ireland and of France have approached the Chair requesting authorization to speak during this meeting, the former in his capacity as current President of the European Union. In accordance with Article 40.c of the Rules of Procedure, I will offer both delegations the floor after member states have made their interventions.

I believe that the draft resolution before us enjoys a large degree of support. It has been negotiated and discussed quite exhaustively among the representatives of the regional groups, so in a sense all delegations have been represented, even if they are not actually present. The main purpose of this document is to express the deep concern of the international community about the increasingly serious humanitarian situation in Haiti and to give full support to the Caribbean Community (CARICOM) Initiative in that country, as well as to the OAS Special Mission for Strengthening Democracy in Haiti.

J'ai l'honneur maintenant de céder la parole à l'Ambassadeur Raymond Valcin, Représentant permanent d'Haïti. Monsieur l'Ambassadeur, vous avez la parole.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE HAÏTÍ: Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, je voudrais avant toute chose vous remercier d'avoir convoqué cette session extraordinaire du Conseil permanent en vue d'examiner les derniers événements qui se sont déroulés en Haïti et en vue aussi d'appuyer les efforts de sauvegarde de l'ordre démocratique dans mon pays.

Le Gouvernement de la République d'Haïti a sollicité la convocation de cette session extraordinaire pour deux raisons principales : d'abord, depuis l'éclatement de la crise politique qui sévit en Haïti, l'OEA n'a jamais cessé d'accompagner le peuple et le Gouvernement haïtiens. Ensuite, l'Organisation hémisphérique s'est imposée comme le défenseur par excellence de la légalité démocratique, particulièrement dans les situations où les institutions sont mises à rude épreuve dans nos pays.

Précisément, la République d'Haïti vit aujourd'hui une de ces situations qui, depuis le 5 février, s'est révélée nettement nouvelle pour le fonctionnement des institutions et des différents secteurs d'activités, dans la mesure où il y a une forme d'occupation et de contrôle des villes par des bandits qui ont, à toutes fins utiles, remplacé l'exercice de l'autorité par les institutions régulières

dans certaines régions du pays. Cette situation prévaut dans des endroits comme la partie centrale du pays, certaines villes du Nord et la région dite de l'Artibonite. En effet, dans ces régions, des groupes d'hommes armés ont attaqué des stations de police et des bâtiments gouvernementaux dans l'espoir de déstabiliser complètement les institutions et le gouvernement. La plupart de ces individus et groupes appartiennent aux ex-forces armées d'Haïti qui ont été dissoutes en 1994, ou bien aussi ils appartiennent à d'anciennes organisations militaires qui durant, particulièrement, la période du coup d'état, ont effectué – et c'est connu dans des rapports qui ont été publiés – à diverses reprises des formes de violation des droits de l'homme particulièrement exécrables.

Ces groupes ont émergé dans la région de la Navase et de Belladère, aussi à Grand-Goâve dans le Sud. Le 5 février dernier, ils ont attaqué le Commissariat des Gonaïves. Ils ont tué à cette occasion deux policiers et procédé à la libération de tous les prisonniers dans cette ville après avoir brûlé l'édifice de la prison. Les violences aux Gonaïves ont fait des dizaines de morts et plusieurs blessés.

Face au défi à l'ordre politique, à la précarité des ressources et de l'effectif de la Police nationale d'Haïti qui est l'unique force armée légale du pays, le Gouvernement de la République d'Haïti invite l'opposition politique à engager le dialogue pour éviter un effondrement de la démocratie dans mon pays, ce qui très certainement ne pourra entraîner que des conséquences néfastes pour toute la nation haïtienne, donc pour la classe politique elle-même.

La plupart des partenaires hémisphériques ont l'air de croire que les nouveaux développements en Haïti constituent un avatar de la crise politique devant être traité de la même manière que les événements antérieurs. Je dois malheureusement signaler qu'il n'en est pas ainsi. Cette fois-ci, il s'agit de mouvements armés contrôlant des portions de territoires et menaçant de renverser par la violence les dirigeants politiques.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement haïtien a, une fois de plus, recours au soutien de l'OEA dans la perspective de la sauvegarde de l'ordre public. C'est l'objectif du projet de résolution que j'ai l'honneur de vous soumettre, Monsieur le Président.

Dans ce projet, ma délégation a tenu compte d'un ensemble de propositions d'amendement pour satisfaire les préoccupations légitimes des délégations. Une référence spéciale, par contre, doit être faite au document de la Communauté Caraïbe (CARICOM), « *Prior Action Plan* », document qui constitue un texte avec lequel le Gouvernement haïtien est tombé d'accord dès le tout début de sa publication et de sa présentation. Cela, permettez-moi de vous le dire, constitue un témoignage que le gouvernement de mon pays reste tout à fait engagé à l'endroit de ce plan et le met en pratique selon les calendriers et modalités établies.

Ma délégation ne voudrait pas passer sous silence l'aggravation de la situation socio-économique en Haïti. Cette aggravation d'une situation déjà alarmante résulte de la perturbation des activités économiques et commerciales dans les régions contrôlées par les bandits et par les effets pervers des troubles sur les opérations des entreprises. En raison de ces contraintes additionnelles, certaines zones font face à des besoins nécessitant des secours immédiats. Dans ce contexte, évidemment, l'apport des agences humanitaires serait tout à fait apprécié.

Ma délégation voudrait également mettre l'emphase sur la nécessité pour l'hémisphère au principe d'accès au pouvoir par des méthodes démocratiques et légales. À ce compte, il est indispensable de rejeter l'utilisation des procédés violents à l'encontre des autorités élues et établies. C'est d'ailleurs l'esprit et la portée du projet de résolution qui a été soumis. C'est le signal correct à envoyer à tout foyer potentiel ou actif de violence.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'indiquer que le projet présenté par Haïti a reçu le co-parrainage de plusieurs délégations. Et je cite : les délégations suivantes de la CARICOM ; Antigua-et-Barbuda ; les Bahamas ; la Barbade ; Belize ; Dominique ; Grenade ; Guyana ; Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis ; Sainte-Lucie ; Saint-Vincent-et-Grenadines ; Suriname ; Trinité-et-Tobago. Outre ces délégations de la CARICOM, le projet que j'ai l'honneur de soumettre reçoit aussi le co-parrainage du Mexique, du Brésil et du Venezuela. Le Canada également fait partie des délégations qui ont accepté de co-parrainer le projet de résolution.

En adoptant cette nouvelle résolution sur Haïti, au-delà du gouvernement, c'est le peuple haïtien que le Conseil permanent est en train d'appuyer en même temps qu'il défend les principes de la démocratie. De son côté, le Gouvernement haïtien s'engage à honorer complètement les engagements pris et il ne cessera d'encourager l'opposition politique à revenir à la table du dialogue dans le souci de la préservation des intérêts des futurs gouvernements et des futures générations.

En terminant, la délégation que j'ai l'honneur de présider voudrait adresser ses sincères remerciements aux coordonnateurs des groupes régionaux, ainsi qu'à vous-même, Monsieur le Président, dans le cadre de ce travail extrêmement ardu que vous avez réalisé pendant les deux dernières journées pour nous permettre d'aboutir à l'élaboration et à la présentation de ce texte de consensus.

Nos remerciements s'en vont également à toutes les délégations qui, d'une façon ou d'une autre, ont fourni un appui à Haïti dans ces circonstances particulièrement difficiles.

Je vous remercie.

El PRESIDENTE: Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur.

In the past few days, many institutions and agencies have issued statements on the situation in Haiti, such as:

- The joint statement by the Government of the United States, the Caribbean Community (CARICOM), the OAS, and Canada;
- the press statement issued by the United Nations Security Council;
- the declaration of MERCOSUR;
- the statement of the European Union (EU); and
- la déclaration de l'Organisation internationale de la francophonie.

There is a sense of urgency about this matter, an urgency that I am sure is shared by every delegation here.

As I mentioned, I believe that we have a strong degree of consensus on the text before us, based on the extensive discussions that were held in the regional groups. Given that, if there are no objections, the Chair proposes that the Council approve this document now and, immediately thereafter, delegations that wish to speak would have the opportunity to comment. It is so agreed, and the draft resolution is approved.^{1/}

I'd now like to offer the floor to delegations, but I'd first like to make an appeal, given the gravity of the situation in Haiti, that regional coordinators speak on behalf of delegations. If individual delegations wish to speak, I ask that they limit their interventions to two or three minutes. I think that would be very appropriate.

I'm pleased to give the floor to the Ambassador of Venezuela.

EL REPRESENTANTE PERMANENTE DE VENEZUELA: Señor Presidente, yo quisiera, si usted así lo conviene, darle la palabra al distinguido Embajador de México antes que a la Delegación de Venezuela, dado que el proyecto fue discutido ampliamente por el grupo de países miembros de la ALADI y quizás el distinguido Presidente tenga algunos comentarios que hacer en nombre de todas las delegaciones. Si usted está de acuerdo, le cedería la palabra al Embajador de México y luego yo volvería a asumirla.

EL PRESIDENTE: Absolutely, Ambassador. That's an excellent suggestion. I give the floor to the Ambassador of Mexico, Miguel Ruíz Cabañas.

EL REPRESENTANTE PERMANENTE DE MÉXICO: Gracias, señor Presidente, gracias al Embajador de Venezuela. Creo que, en efecto, he recibido el mandato del grupo de hacer algunos comentarios en nombre de todos sus integrantes.

Señor Presidente, en nombre de las delegaciones que conforman el grupo ALADI: Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Ecuador, México, Paraguay, Perú, Uruguay y Venezuela, deseamos manifestar lo siguiente.

1. La actual situación en Haití es causa de honda preocupación para nuestros gobiernos. Las noticias que recibimos de este país hermano son muy graves. Grupos irregulares armados, identificados plenamente por la población haitiana y la comunidad internacional, con acciones violentas y criminales desde hace muchos años, han reiniciado actividades delincuenciales y constituyen una creciente amenaza a la estabilidad, el orden público y las instituciones en Haití.

2. Lamentablemente, el diálogo político entre el Gobierno constitucional de Haití y los grupos que conforman la oposición democrática no se ha iniciado. La honda crisis política que afecta a Haití desde hace varios años se ha profundizado, a pesar de los llamados y esfuerzos de mediación de nuestra Organización y de otras instancias internacionales.

1. Resolución CP/RES. 861 (1400/04), anexa.

3. Frente a esta situación, que amenaza convertirse en una crisis humanitaria de graves proporciones que podría afectar a toda la región, los países del grupo ALADI deseamos subrayar:

- a. Nuestro total apoyo a la iniciativa de mediación presentada por los países de la Comunidad del Caribe - CARICOM;
- b. Nuestra condena total y exigencia al cese inmediato de la violencia de todas las bandas armadas;
- c. Nuestro apoyo al Gobierno democráticamente electo del Presidente de Haití, Jean-Bertrand Aristide, para que lleve adelante sus esfuerzos de restablecer el orden público por medios constitucionales y al cumplimiento de sus compromisos contraídos con la iniciativa de la CARICOM y las resoluciones de la OEA.
- d. Deseamos hacer un llamado a todos los sectores de la sociedad haitiana a rechazar la violencia y comprometerse en un proceso democrático, de conformidad con la iniciativa de CARICOM.
- e. Hacemos también un llamado al Gobierno a respetar los derechos humanos y a todos los sectores opositores a respetar el Estado de derecho y facilitar las labores de las agencias internacionales dedicadas a la protección humanitaria de la población civil.

Señor Presidente, este Consejo Permanente se ha pronunciado ahora mismo sobre la grave situación que impera en Haití, y lo celebramos. Estamos reafirmando así nuestro compromiso con los valores fundamentales de nuestra Organización: los derechos humanos, la democracia, la solidaridad, la cooperación dentro del principio de no intervención. Debemos coadyuvar a evitar una crisis humanitaria de grandes proporciones.

Señor Presidente, permítame ahora hacer un comentario exclusivamente representando a la Delegación de México.

Señor Presidente, el Gobierno de México estudia la forma de incrementar nuestra asistencia humanitaria de emergencia a Haití en este momento tan grave. Además, el Gobierno de México está en contacto con el Gobierno de Haití y otros gobiernos de la región, y fuera de ella, para analizar medidas adicionales que pudiéramos tomar para apoyar al pueblo haitiano.

Por esta razón, México ha decidido copatrocinar la resolución que tenemos frente a nosotros.

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: A usted muchas gracias, Embajador Ruíz Cabañas. Ofrezco la palabra a la Embajadora Margarita Escobar, de El Salvador.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE EL SALVADOR: Muchas gracias, señor Presidente. He tomado la palabra ...

El PRESIDENTE: Excuse me, I forgot to revert to the Ambassador of Venezuela, who kindly ceded the floor to the Representative of Mexico. If I may, I now give the floor to the Ambassador of Venezuela, to be followed by the Ambassador of El Salvador. Thank you.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE VENEZUELA: Muchas gracias, distinguido señor Presidente. Gracias, Embajadora Escobar, por su gentileza, distinguidos Representantes Permanentes y Alternos:

En una conversación que sostuve hace pocos minutos con el Presidente Aristide, vía telefónica, me permití informarle de algunas decisiones que el Presidente Hugo Chávez, en nombre de Venezuela, ha decidido tomar para contribuir modestamente a abordar la difícil situación por la cual atraviesa ese hermano país del Continente. Aproveché la ocasión para recordarle al Presidente Aristide el encuentro que tuvimos al final del año 1991, cuando, después del golpe de Estado que había ocurrido allí por una junta militar encabezada por el general Raúl Cedras, le tocó la difícil circunstancia de tener que desplazarse a Venezuela y ser recibido allí por nuestro pueblo; quien les habla tuvo el honor de participar en esas iniciativas y recibir al Presidente Aristide en aquellas circunstancias.

Estas referencias no son otra cosa que la expresión solidaria del pueblo de Venezuela con el hermano pueblo haitiano, con el Gobierno que preside en esta hora Jean-Bertrand Aristide. Pero quisiera, señor Presidente, si usted me lo permite, iniciar mis palabras recordando algunas anécdotas de la historia.

“Vais a jurarme que cuando reconquistéis vuestras tierras aboliréis la esclavitud para siempre” le dijo el entonces Presidente haitiano, Alejandro Petión, al Libertador Simón Bolívar, cuando este acudió a solicitar su ayuda el 2 de enero de 1816. Petión le prometió su más amplia colaboración para que realizara la expedición que preparaba para incursar en Los Cayos, y puso el Presidente haitiano a disposición del Libertador Simón Bolívar, el más grande hombre de las Américas, más de 6.000 fusiles con sus bayonetas, municiones, plomo, víveres, una imprenta completa, el flete de algunas goletas y una importante suma de dinero. Además permitió el Presidente Petión que ciudadanos haitianos se sumasen a la expedición bolivariana. Y como precio de sus servicios solo pidió al Libertador Simón Bolívar que proclamara la abolición de la esclavitud en todas las tierras que sus armas libertaran. Y así fue. Apenas desembarcó Bolívar en Margarita, Carúpano y Ocumare de la Costa, cumplió con la promesa hecha a Petión, al proclamar la abolición de la esclavitud en Venezuela.

Bolívar, triunfante en Carúpano, habrá de afirmar: “De hoy en adelante no habrá sino una clase de hombres: ciudadanos de la República”. El Libertador Simón Bolívar, en comunicación del 29 de enero de 1816 dirigida a Petión, le diría: “...en el fondo de mi corazón, digo que Vuestra Excelencia es el primero de los bienhechores de la tierra: Un día la América proclamará a Vuestra Excelencia su Libertador...”. Y luego, en una nueva comunicación del 8 de febrero del mismo año, agradeciéndole su solidaridad le expresa: “...no sé si me será permitido expresar los sentimientos de mi corazón hacia Vuestra Excelencia y dejar a la posteridad un momento irrecusable de vuestra filantropía. No sé si debiera nombrarlo como el autor de nuestra libertad”.

Alejandro Petión fue un demócrata sincero, gobernó con patriotismo y desinterés. Durante su gobierno el pueblo gozó de una libertad plena. Redistribuyó entre los campesinos, soldados y

militares de todo rango tierras del Estado y las propiedades de los colonos. Para combatir la esclavitud en el Caribe hizo incluir en la Constitución de 1816, lo siguiente: “todo africano, indio, así como sus descendientes en las colonias que vendrían a establecerse en la República serán reconocidos como haitianos”.

Señor Presidente, señores Representantes, he querido recordar en esta sesión extraordinaria del Consejo Permanente de la OEA estos cortos pasajes de la historia porque revela la histórica vinculación entre Venezuela y Haití, entre Bolívar y Petión.

La crisis que hoy vive Haití no puede seguir siendo percibida solo como una crisis de carácter político. Sus razones son mucho más profundas y heterogéneas. La primera de ellas debe buscarse en las enormes desigualdades sociales que siempre han estado presentes en esa nación. La pobreza, la exclusión y la inequidad social existente. Son problemas inherentes a un modelo de sociedad que se construyó sobre la base de la injusticia social. La herencia del neocolonialismo y del colonialismo, y más cerca en el tiempo de la dictadura duvalierista, no ha podido ser superada.

En esta hora debemos coadyuvar para que Haití y el pueblo haitiano decidan su destino. Hagamos todos los esfuerzos para que nuestros gobiernos y la OEA cooperen solidariamente con esa nación hermana.

Los medios de comunicación deben contribuir a fomentar un ambiente de tolerancia, de reconciliación y de respeto a las instituciones democráticas para reafirmar la gobernabilidad en Haití.

Preocupa el papel que están jugando los factores fascistas, herederos del *ancien régime* del duvalierismo y sectores vinculados al establecimiento militar terrorista y oprobiosamente dictatorial del pasado. Estos factores conspiran contra el gobierno democráticamente electo del Presidente Jean-Bertrand Aristide. Pudiéramos estar en presencia, distinguidos Representantes Permanentes y Alternos, de una dinámica que tiene como objetivo restablecer en Haití las viejas formas de gobiernos dictatoriales.

Señor Presidente, señores Representantes Permanentes y Alternos, la OEA debe abocarse al estudio de lo social como el problema más acuciante en la mayor parte de los países del Hemisferio. La discusión sobre las desigualdades sociales constituye el tema de los temas en este momento y para este tiempo. Alcanzar el desarrollo significa que el ciudadano tenga la posibilidad de satisfacer sus necesidades materiales y espirituales, y que se sienta plenamente realizado como ser humano.

Venezuela, en el seno de la OEA, viene proponiendo que se aborde la temática social y la lucha contra la pobreza como temas prioritarios.

No es posible la existencia de una verdadera democracia donde existan y pervivan tan oprobiosas injusticias y desigualdades sociales.

La pobreza, la inequidad y la exclusión social han alcanzado en el Hemisferio niveles sin precedentes, afectando el desarrollo y la gobernabilidad de numerosos países, lo que se ha traducido en agudos niveles de analfabetismo, desnutrición, enfermedades y un deterioro económico y social, al igual que moral, de nuestras sociedades.

Debo informales, distinguidos Representantes Permanentes y Alternos, distinguido Presidente, que el señor Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, Hugo Chávez Frías, a quien represento en este foro, me ha encomendado que le informe a ustedes que el Gobierno de Venezuela, consecuente con los principios de cooperación solidaria, ha decidido implementar, en consulta con el Gobierno del Presidente Aristide, las siguientes iniciativas.

Primero, otorgar al Gobierno de la República de Haití la cantidad de un millón de dólares, como una modesta contribución para encarar el drama social que afecta a los más pobres de ese pueblo.

Segundo, instrumentar un plan de ayuda humanitaria que incluye la provisión de alimentos, medicinas, vestidos y otros bienes que sean requeridos por el hermano pueblo haitiano de manera urgente.

Tercero, implementar un plan de financiamiento, inspirado en los propósitos del Acuerdo de San José, para la remodelación y construcción de los aeropuertos de Puerto Príncipe y Cabo Haitiano; se trata de una inversión estimada en \$40 millones.

Cuarto, ofrecer al gobierno y al sector privado haitiano las posibilidades de financiamiento blando que ofrece el Acuerdo Energético de Caracas.

Embajador Valcin, reitérele al Presidente Aristide lo conversado con él en esta tarde. Pero, sobre todo, dígale al pueblo haitiano que el Gobierno venezolano, que preside en esta hora de la historia Hugo Chávez Frías, y el pueblo de Venezuela quieren en esta hora difícil expresarles sus más sinceros sentimientos de solidaridad. Ayer Petión nos ayudó a alcanzar nuestra libertad; hoy nosotros queremos contribuir, y lo hacemos en forma modesta, que en modo alguno compensa la deuda que tenemos con el pueblo haitiano, a que su pueblo supere las difíciles circunstancias que actualmente padece.

Señor Presidente, nos sentimos complacidos con la resolución y la respaldamos fervorosamente. Pedimos, sí, una reflexión para todos: la OEA y los organismos del sistema interamericano e internacional deben guiarse en esta hora por un principio fundamental, el principio de los principios, el respeto a la soberanía de los Estados y la autodeterminación de los pueblos, el respeto a los gobiernos legítimamente electos. Desafortunadamente, en el caso haitiano en algunas circunstancias se han presentado procesos que han coadyuvado a que se debilite la gobernabilidad y el ejercicio legítimamente democrático del Presidente Aristide.

En ese sentido, convocamos a todos los países, y ojalá esta pudiera ser una reflexión que conduzca a decisiones compartidas, para que la OEA elabore y diseñe, junto con los organismos internacionales de solidaridad y con el operativo que actualmente despliega la Organización de las Naciones Unidas, un vasto plan de solidaridad, de ayuda humanitaria, para que el pueblo haitiano pueda encarar las difíciles circunstancias.

El Gobierno de Venezuela está clara y firmemente a favor del Gobierno democrático de Haití que preside Jean-Bertrand Aristide y no comparte que se quebranten el estatuto constitucional y los lapsos establecidos por él para la elección de las autoridades.

Muchas gracias, señor Presidente y señores Representantes.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador.

I appeal to colleagues once again, given the gravity of this situation and the desire to terminate this meeting promptly, to try to limit your interventions to two or three minutes. I thank you very much, and I give the floor to Ambassador Margarita Escobar of El Salvador.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE EL SALVADOR: Gracias, señor Presidente. Quisiera agradecer a las Embajadoras y los Embajadores de Belice, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua y la República Dominicana por la confianza que han depositado en mí para que me dirija a este Consejo Permanente en nombre de sus delegaciones y, por supuesto, también lo hago en nombre de la Delegación salvadoreña.

Haití nos ocupa y nos preocupa nuevamente. El Representante Permanente de Haití, el Embajador Raymond Valcin, ha expuesto en su justa dimensión la complejidad de la situación en su país y el contexto en que la misma se desarrolla. Grupos ilegales han tomado las armas, peligrosamente llevando al pueblo haitiano a una situación de extrema gravedad. Hacemos un llamado urgente para que pare la violencia, para que depongan las armas y para que busquen el entendimiento por los medios democráticos y por los medios pacíficos.

Haití atraviesa por momentos críticos, cuya acumulación equivale a una verdadera crisis de gobernabilidad, verdadera crisis democrática, verdadera crisis humanitaria y una profunda crisis de entendimiento y de razón.

La Organización y sus Estados Miembros, en general, hemos acompañado a Haití en los más duros momentos, en esa noche cuando la comunidad internacional tuvo que tomar medidas extremas para rescatar a Haití de algunas de sus propias fuerzas que se resisten a ver avanzar el reloj de la historia. Así, solamente mencionaremos el antecedente simbólico de haber celebrado una Asamblea General de la OEA en dicho país en 1995 como un gesto de apoyo a la institucionalidad y a la democracia haitiana. A partir de entonces, los intentos, las gestiones, los acercamientos, las consultas, las visitas, las resoluciones y los discursos, se suceden y se acumulan. ¿Quién los escucha en Haití?

El Secretario General y el Secretario General Adjunto han sido tenaces en su causa de impulsar un entendimiento en Haití que permita desbloquear un impasse que quizá más de un sector, con una táctica errática, intenta convertir en un modo de vida política. La inflexibilidad de las posiciones no ha permitido a nadie ganar tiempo; más bien, ha contribuido a desatar la crisis. Este Consejo ha recibido los informes del Secretario General sobre la situación en Haití, que subrayaron siempre la necesidad de que se encontrase una solución a la crisis política en el marco de nuestra resolución CP/RES. 822 (1331/02). Recordamos que el último de ellos premonitoriamente advertía sobre la degradación del clima de seguridad, lo que complicaba los esfuerzos de la Misión Especial de la OEA para el Fortalecimiento de la Democracia en Haití. Hace apenas dos meses se recibió el informe del Grupo de Trabajo que recomendó los ajustes necesarios al mandato de dicha Misión [documento CP/doc. 3806/03].

Señor Presidente, la situación humanitaria en Haití es alarmante, así como lo son las carencias socioeconómicas y la ausencia de un entendimiento nacional. Esa situación debe revertirse, pues el pueblo haitiano resulta castigado una vez más. Por ello, se hace necesario restaurar a la brevedad posible la ayuda financiera y humanitaria en Haití.

Las Delegaciones que mencioné al principio de mi intervención apoyan la resolución, pues ella patentiza:

1. El acompañamiento de la comunidad interamericana de democracias al reencuentro de Haití consigo misma.

2. El norte de todas las actuaciones en la búsqueda de un diálogo para una solución política, la cual encontramos en la Carta Democrática Interamericana.

3. El imperativo de que toda violencia debe cesar de inmediato, pues la misma victimiza inaceptablemente al sufrido pueblo haitiano.

4. La pertinencia de la iniciativa subregional emprendida por CARICOM y el apoyo de nuestras delegaciones a sus esfuerzos, en complementación a otros esfuerzos de la comunidad internacional.

5. La necesidad de que se preserve la debilitada institucionalidad democrática así como que se transiten las avenidas del entendimiento entre los actores legítimamente interesados en anteponer los intereses del país a las conveniencias propias.

6. El apoyo al Gobierno del Presidente de Haití, Jean-Bertrand Aristide, en sus esfuerzos para restablecer el orden público por medios constitucionales.

Por eso, es el momento de los grandes gestos por parte de la oposición y el Gobierno, gestos de responsabilidad con respecto a la seguridad pública, respecto a los derechos humanos, a la reconciliación nacional, a la tolerancia, al diálogo, al entendimiento y la razón, flexibilidad de negociación que no implica sacrificar los principios sino simplemente hacer viables las posiciones. Ese es el mejor atributo que los diferentes sectores pueden ofrendar al pueblo haitiano, tras conmemorar este sus dos siglos de libertad, madurez y compromiso.

Gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. Ambassador Peclly Moreira of Brazil has the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DEL BRASIL: Senhor Presidente, o Brasil sempre acompanhou com interesse e espírito de solidariedade e fraternidade a crise político-institucional que vem ocorrendo no Haiti há mais de três anos, oferecendo sua contribuição construtiva para o tratamento dessa questão no âmbito da Organização dos Estados Americanos. Recordo que, desde que se constituiu a Missão Especial da OEA no Haiti, o Governo brasileiro vem aportando anualmente, na medida das suas possibilidades, recursos para o seu financiamento.

A situação que a partir das últimas semanas enfrenta o Haiti, contudo, adquiriu contornos novos extremamente agudos, com a disseminação da violência, a ocorrência de muitas mortes e o estabelecimento do caos em alguns pontos do território haitiano. É chegada a hora, portanto, de o continente americano como um todo, e os países individualmente, posicionar-se com firmeza na busca de uma solução para a crise política interna haitiana e para a situação humanitária alarmante que toma conta do país.

Senhor Presidente, o Brasil participou ativamente das negociações que resultaram na resolução que acabamos de aprovar intitulada “Apoio à ordem pública e ao fortalecimento da democracia no Haiti”, e portanto a apóia plenamente, tendo inclusive oferecido seu co-patrocínio. Gostaria, neste momento, de mencionar alguns elementos que pautaram a posição brasileira:

1. Dar todo o apoio à iniciativa da CARICOM, na medida em que constitui o elemento novo de fundamental importância nos esforços da comunidade interamericana para auxiliar o Haiti.
2. Reconhecer como fato altamente positivo ter o Governo do Haiti aderido formalmente à proposta da CARICOM. O Governo constitucional do Presidente Jean-Bertrand Aristide dá assim uma demonstração de comprometimento responsável com as obrigações que lhe são inerentes. Esperamos que continue a empreender ações delineadas na iniciativa, nos prazos estabelecidos.
3. Registrar a expectativa de que os outros setores “democráticos” da sociedade haitiana também adiram a esse compromisso; este é um elemento essencial para que se chegue a uma solução para a crise político-institucional do país. É preciso, contudo, deixar bem claro, e a resolução que aprovamos assim o faz, que os grupos criminosos que têm atuado no país não são interlocutores válidos no processo de concertação que se pretende estabelecer.
4. Destacar o rechaço total à atual situação de violência e cobrar solução para a crise humanitária que atinge o Haiti.

O Haiti é o país mais pobre de nosso continente, e seu governo, sua sociedade em geral e a comunidade internacional como um todo, incluindo as instituições financeiras internacionais, têm responsabilidade compartilhada na busca de soluções urgentes para a fome, a miséria e as condições sociais degradantes às quais o povo do Haiti está submetido.

Muito obrigado, Senhor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. I give the floor to Ambassador Gil of Argentina.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE LA ARGENTINA: Gracias.

Señor Presidente, con mayor frecuencia tenemos reuniones del Consejo para hacer presente nuestra solidaridad con países de la región que enfrentan serios problemas de gobernabilidad. Esto se está transformando en un ejercicio realmente perverso para la salud de la democracia. Los gobiernos

en el área cada día tienen más dificultades de terminar los períodos constitucionales y legales para los cuales fueron electos. Nuestra Delegación, nuestro Gobierno y nuestra sociedad no tienen más que expresiones de respaldo para aquellos gobiernos que han sido democrática y legalmente electos. A eso llamamos nosotros legalidad. Pero también es necesario que esto invoque en nosotros un punto de reflexión: ¿por qué nos ocurre esto?

Y entramos en otro campo, que ya no es el de la legalidad sino de la legitimidad, donde, aparte del origen, que es una suerte de cédula de identidad, de carta de nacimiento, para pertenecer a esta Organización, tiene que haber una constancia en el ejercicio democrático e institucional. Los gobiernos no solamente tienen que basarse en su origen puro, sino también en su capacidad de que pueda haber libertad de manifestación, libertad de expresión, libertad para votar, libertad para la prensa, libertad para todos aquellos aspectos que dan a la vida de nuestras sociedades un marco civilizado, moderno y democrático.

Creemos que Haití tiene una primera obligación, tanto el Gobierno como la oposición, que es sentarse en una mesa para aislar a los violentos. Discrepancias dentro de las reglas del juego democrático, bienvenidas; pero las fuerzas nacionales sí tienen que poner un frente muy duro, muy inflexible, frente a las bandas armadas que son sospechosas de tener ligas con el crimen organizado. En este sentido es que la Misión argentina, el Gobierno argentino, que tiene más de una década de compromiso activo en Haití en tareas de reconstrucción de las fuerzas de seguridad y del sistema de aduanas, que ha regado la tierra haitiana con la sangre de nuestros compatriotas caídos en servicio, una vez más plantea este firme compromiso con la democracia y con que se evite una situación de crisis humanitaria. Argentina va a trabajar en el terreno de la OEA, en el terreno de las Naciones Unidas y apoyando las iniciativas de CARICOM para lograr una solución de paz, una solución que evite males mayores a este sufrido pueblo.

En ese sentido, y dentro de la precariedad de recursos que mi país tiene por atravesar una de las crisis más centrales de su historia, si no la más, en este momento viaja un avión cargado de asistencia humanitaria para el pueblo haitiano. Igualmente, desde ya ponemos a disposición de Haití y de la OEA los instrumentos de los Cascos Blancos, que tan buen resultado han dado en otras experiencias en nuestro continente.

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. Ambassador Lewis of Antigua and Barbuda has the floor.

El REPRESENTANTE INTERINO DE ANTIGUA Y BARBUDA: Thank you very much, Mr. Chairman, and I fully intend to honor your request as I speak on behalf of the member states of the Caribbean Community (CARICOM) already identified by the distinguished Ambassador of Haiti.

The delegations of CARICOM are pleased with the approval of the resolution on Haiti that was brought before this special meeting of the Council in light of the situation in that country. CARICOM is pleased to have worked with you, Mr. Chairman, regional coordinators, individual delegations, and members of the Secretariat in reaching a consensus on this resolution.

The delegations of CARICOM deeply deplore the recent upsurge in violence in Haiti by armed groups. We strongly condemn the killings and the destruction of public and private property. We call for an immediate end to the insurrection by various elements wishing to disrupt the constitutional order in Haiti.

Mr. Chairman, we wish to reiterate our firm support for the constitutional Government of President Jean-Bertrand Aristide and for democracy, the rule of law, good governance, peace, and stability in Haiti. At this critical juncture in the history of Haiti, we call on the Government of President Aristide and all elements of the recognized Haitian political opposition to continue their efforts in implementing all relevant OAS resolutions, together with the recommendations contained in the current initiative developed by CARICOM. We are fully convinced that decisive movement on these fronts can go a long way to resolve the mounting crisis now facing the people of Haiti.

The delegations of CARICOM wish to express their growing concern over the emerging humanitarian problems in Haiti and call on all Haitians to end lawlessness, political strife, and violence and to work together to restore a sense of calm and normalcy throughout the country.

We wish to reaffirm our longstanding position that the protracted crisis in Haiti can only be brought to an end by the willingness of the people of Haiti to do so. Nevertheless, we fully acknowledge that the commitment and support of the international community to include the Organization of American States through the OAS Special Mission for Strengthening Democracy in Haiti, the European Union (EU), and France are indispensable to achieving a functioning democracy and to realize political, economic, and social development.

We also remain convinced, Mr. Chairman, that a sustained program for fighting the negative effects of poverty and underdevelopment in Haiti in an environment that is free of violence and intimidation is a necessary condition for bringing about meaningful change and improvement in the lives of all Haitians.

I thank you.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. Ambassador King of Barbados has the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE BARBADOS: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman, we are here to consider a resolution on support for public order and strengthening democracy in Haiti. I can assure you that I have the indulgence of my distinguished colleague, the Ambassador of Antigua and Barbuda, to request a little bit of democracy from you as the Chair, since I have a couple of amendments to the English text that I believe should be considered. I know that you have approved the resolution, but I do believe these changes will make the resolution flow better in English.

If I may, sir, resolute paragraph 3 reads: "To call on all relevant Haitian actors to comply with the confidence-building measures proposed in the CARICOM Prior Action Plan produced at the meeting on Haiti" The word in Spanish is "*preparado*"; in English, I believe it should be "adopted" rather than "produced." I think there is a significant difference in the use of the word "produced" as against "adopted."

The sentence ends with “in January 2004, *inter alia*.” Three simple words, “and which states,” should be added between “January 2004” and “*inter alia*.” “*Inter alia*” cannot stand on its own; it is grammatically wrong, so I suggest that we tidy that up, sir. I will give the amendments to the Secretariat.

The other amendment is to resoluteive paragraph 5, and again I have the indulgence of the spokesperson on behalf of CARICOM on this matter. It begins: “To call specifically on the democratic political opposition. . . .” I was wondering whether the term should be “the democratically elected,” or “the official political opposition.” I am not too sure as to the concept or what we are getting at by using the language before us. Also, on the second line of the sentence, the word “and” after “violence” is not necessary.

Those are my amendments, and I hope that you will bear with me and advise the Style Committee to consider them.

Thank you, sir.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. I believe that those helpful comments can probably be taken up by the Style Committee.

The Ambassador of Bolivia has the floor.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE BOLIVIA: Gracias, señor Presidente. Voy a tratar de ser breve, acogiendo su recomendación.

Nuestra Organización es el foro político continental, por excelencia, donde los Estados pueden promover decididas acciones colectivas para superar los obstáculos que se presentan. Estamos seguros de que en el tema de la democracia hemos sido esencialmente decisivos y contundentes en lo que se refiere a su promoción y preservación. La aprobación de la Carta Democrática Interamericana, que sistematiza la posición del Hemisferio, es una clara muestra de ello.

Señor Presidente, hoy en esta sesión extraordinaria del Consejo Permanente, además de expresar nuestro apoyo al hermano pueblo de Haití estamos fortaleciendo el espíritu solidario de todos nuestros pueblos y gobiernos en un afán común de alcanzar la consolidación de la democracia. En nuestro continente van cobrando cada vez mayor importancia los temas de la gobernabilidad y la democracia, conceptos necesariamente ligados a la lucha contra la pobreza y la promoción y defensa de los derechos humanos, como una prioridad de nuestras sociedades y de su esfuerzo permanente para lograr mejores niveles de vida.

Nos enorgullecemos en comprobar, asimismo, que el grupo de los países de la Comunidad del Caribe, CARICOM, ha efectuado honrosos empeños en trabajar con los mismos objetivos: la vigencia de los principios democráticos. Mi país, mi Gobierno y el pueblo de Bolivia desean expresar su más decidido apoyo para que Haití reencuentre los cauces que lo dirijan hacia el camino de la democracia, no solo como instrumento para evitar enfrentamientos sino como instrumento para encontrar la paz con un alto contenido de solidaridad, de afán de entendimiento, de diálogo permanente, así como de identificación de rutas comunes en la búsqueda del bienestar general y la lucha contra la pobreza, aspectos sustanciales y coadyuvantes del concepto de la democracia.

Señor Presidente, si bien el coordinador del grupo de países miembros de la ALADI ha expresado el apoyo del grupo a la resolución que hoy tratamos, deseo, por encargo expreso de mi Gobierno, transmitir al Embajador Raymond Valcin nuestro más decidido sentimiento de solidaridad, y pedir, al mismo tiempo, que pueda transmitir al pueblo haitiano y a su gobierno el respaldo para el fortalecimiento de su sistema democrático.

Muchas gracias.

El PRESIDENTE: Gracias, Embajadora. Ofrezco la palabra al distinguido Representante del Perú.

El REPRESENTANTE ALTERNO DEL PERÚ: Gracias, señor Presidente. La Delegación del Perú hace suyas, en toda su extensión, las palabras expresadas por el distinguido Embajador de México en nombre del grupo ALADI y respalda plenamente la resolución recién aprobada por este Consejo, la que consideramos tendrá un efecto positivo frente a la actual coyuntura en Haití, pues contiene, entre otros, los siguientes valiosos elementos. En primer lugar, condena la violencia y actos criminales ocurridos en varias regiones de Haití; segundo, expresa su apoyo a la iniciativa de la CARICOM de enero pasado para promover una solución pacífica del conflicto; en tercer lugar, expresa el respaldo al orden constitucional en el país y al Gobierno democráticamente electo en sus esfuerzos para restablecer el orden público por medios constitucionales, en el marco de los compromisos asumidos y las resoluciones previas del Consejo Permanente. Asimismo, se incorpora un elemento que para mi Gobierno es fundamental, cual es el pleno respeto a los derechos humanos.

Finalmente, la resolución contiene un llamado a la solidaridad internacional para respaldar los esfuerzos para encontrar una solución pacífica y prevenir un mayor deterioro de la situación humanitaria. En ese sentido, mi Delegación saluda las expresiones de apoyo material y de cooperación expresadas en esta sesión extraordinaria a favor del pueblo de Haití, que este requiere en forma urgente.

Por lo anterior, el Perú solicita sea considerado también como copatrocinador de la resolución recién aprobada. Muchas gracias.

El PRESIDENTE: Thank you. Ambassador John Maisto of the United States has the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS: Thank you, Mr. Chairman.

Last Friday at the State Department, Secretary of State Colin Powell, accompanied by the Foreign Minister of Jamaica, the OAS Secretary General, the Foreign Minister of Saint Lucia, the Foreign Minister of Canada, and the Foreign Minister of The Bahamas, made the following statement that sums up the basic political approach of the United States to what we are doing today. The Secretary said, and I quote:

We, of course, are very concerned about the situation in Haiti. We all have a commitment to the democratic process in Haiti and we will accept no outcome that is not

consistent with the constitution. We will accept no outcome that, in any way, illegally attempts to remove the elected President of Haiti.

Mr. Chairman, the resolution just passed has many of the right ingredients. It calls for an immediate end to the violence wracking Haiti, it supports the Caribbean Community's (CARICOM) Plan, it enjoins the Government of Haiti to comply fully with the Plan and with OAS resolutions, it supports constitutional order, and it addresses the humanitarian assistance issue. We commend the Caribbean Community for coming forward to propose a solution to Haiti's political crisis. The CARICOM Plan represents the best hope for a way forward, but we must be clear that while the international community may be able to help create an appropriate atmosphere for improvement, it is up to the Haitian people to find their own peaceful, negotiated, democratic, constitutional resolution to their problems.

Mr. Chairman, our hearts go out to the people of Haiti who are plunged into violence and turmoil so soon after the celebration of their bicentennial of freedom. However, we believe that the deterioration of governability in Haiti is attributable in great part to the failure of the Government of Haiti to live up to its commitments. The ministers who met in Washington last week issued a communiqué that said:

We urge the Government of Haiti to implement the actions to which it has committed itself under OAS resolutions 806, 822, and 1959, and as reiterated by its adherence to the current initiative begun by the Caribbean Community. Only through urgent implementation of the confidence-building measures outlined in these documents can consensus be built to allow a resolution of Haiti's political crisis in accordance with the Inter-American Democratic Charter.

Mr. Chairman, my delegation thinks it would be appropriate very briefly to examine the record with respect to one of the OAS resolutions that has been mentioned here by other delegations. Resolution CP/RES. 822 (1331/02) contained a commitment to complete a thorough independent inquiry into the events of December 17, 2001, and the prosecution and dismissal, when appropriate, of any person found complicit in the events. The record of compliance: this has not been done.

Resolution 822 had a commitment that talked of the need to strengthen disarmament policies and develop and implement a comprehensive disarmament program with the help of the OAS Special Mission for Strengthening Democracy in Haiti. The compliance record: the efforts of the Government of Haiti consisted of ineffective public relations measures. Furthermore, the Government of Haiti must take steps to prevent arms, including from government sources, from reaching gangs. Gangs have essentially taken over authority from police in many places.

Another commitment was to implement all recommendations on human rights and the press as set forth in the OAS Commission of Inquiry Report into the events of December 17, 2001. The compliance record: little effort to comply with the report's recommendations on the part of the Government and, in fact, human rights abuses and press intimidation have escalated.

Another commitment in resolution 822 was to restore a climate of security. The compliance record is that the security situation is far worse now than it was when the OAS adopted resolution 822, due to the use of gangs and the politization and corruption of the Haitian National Police (HNP).

Additionally, we have seen the repression of student demonstrations in December 2003 and preemptive repression in Cap-Haïtien, Jacquemel, and other cities. It is clear that attacks by armed groups in February 2004 and the inability of the Haitian National Police to respond effectively are due to corruption and politization in the police.

Another commitment was to prosecute persons involved in the December 17, 2001 violence. The compliance record: this has not been done.

There was the commitment to complete a thorough inquiry into politically motivated crimes. The compliance record: nothing has been done.

Regarding the commitment to combat impunity and strengthen policing and judicial institutions with a view towards establishing a climate of security for elections in 2003, the compliance record: impunity continues to be a serious deficiency of the judicial system. There is credible evidence of Haitian National Police corruption, involvement in criminal activity, narcotrafficking, and complicity in the violent repression of political dissent. In short, the Government has failed, and in addition it has failed to appoint independent, professional leadership for the Haitian National Police.

Another commitment was to form an independent, autonomous, neutral Provisional Electoral Council (CEP) by November 4, 2002. The compliance report: the CEP was not formed. The Government of Haiti's failure to restore a climate of security escalating in political violence and intimidation has obviously fueled opposition mistrust.

Mr. Chairman, the CARICOM Prior Action Plan contains commitments that the Government must carry out. They include:

- a commitment to protect freedom of assembly as a right upheld in the CARICOM Charter of Civil Society and the Haitian Constitution;
- a commitment to release political activists arbitrarily detained and those benefiting from judicial release orders; and
- a commitment to disarm gangs.

Mr. Chairman, the record so far regarding commitments under OAS resolutions is very poor. We have to see about the commitments that are in the CARICOM Prior Action Plan.

Clearly, there is a huge gap between what the Government of Haiti promises and what it implements. Only Haitians, Mr. Chairman can resolve problems in Haiti. That is why, as our resolution today states in operative paragraph 5, a very important operative paragraph:

To call specifically on the democratic political opposition and civil society to act responsibly, denounce the use of violence, fulfill their responsibilities and engage in the democratic process in accordance with the CARICOM proposal.

In sum, Mr. Chairman, the situation in Haiti is due in large part to the failure of the Government of Haiti to act in a timely manner to address problems that it knew were brewing. To do this requires political will and leadership. There is one other feature to underline. The assumption to power through a democratic process does not give any government license to behave in a nondemocratic, irresponsible fashion.

Mr. Chairman, it is our hope that today's resolution will send a message of concern for the Haitian people, optimism for the CARICOM Plan, and heightened expectations for the Haitian Government to act responsibly and in a democratic manner.

Thank you, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. I am pleased to give the floor to the Secretary General, Dr. César Gaviria.

El SECRETARIO GENERAL: Gracias, señor Presidente. Desde luego, no voy a reiterar lo que los Representantes de los Estados Miembros han dicho en esta tarde sobre la gravedad de la situación en Haití, o la intensidad de la crisis, o el rechazo a los actos de violencia. Tal vez una conversación que tuve esta tarde con el Secretario General de las Naciones Unidas Kofi Annan me sirve para precisar algunas ideas que quisiera transmitirle al Consejo.

Yo entiendo la resolución que está adoptando el Consejo como una que implica que la comunidad internacional está actuando con una sola voz y está dando pleno respaldo a la iniciativa de CARICOM en la búsqueda de una solución política, y a la Misión de la OEA que se encuentra actualmente en Haití. Y yo creo que esa sola voz es importante; que las organizaciones regionales –la OEA, CARICOM– que las Naciones Unidas, que la Unión Europea y Francia, en este caso específico, actúan con una sola voz y actúan como comunidad internacional para la solución del problema de Haití. Por eso le doy bastante trascendencia a la resolución que se aprueba hoy y a los actos de coordinación que a lo largo de los últimos días hemos tenido la oportunidad de presenciar y de participar, tanto con las Naciones Unidas como con Francia y la Unión Europea.

En segundo lugar, está el tema humanitario. El tema humanitario que la resolución adopta tiene la mayor importancia y es la preocupación fundamental de Francia y de las Naciones Unidas. Es supremamente importante que haya una reacción de toda la comunidad internacional y de los miembros de la OEA frente a los temas de naturaleza humanitaria.

El Secretario General Annan me pidió, entonces, transmitir esas ideas: su preocupación por los temas humanitarios y de seguridad; que espera que la solución política se dé en el marco de los organismos regionales, bajo la iniciativa de CARICOM y en el contexto de la OEA –yo creo que ese también es un mensaje importante; y desde luego, como ya mencioné, su respaldo a la iniciativa de CARICOM y a la Misión de la OEA.

El otro aspecto de la resolución sobre el que quisiera hacer énfasis es que se trata de una iniciativa integral. Aquí no va a haber una iniciativa para resolver el problema político y otra para mirar los temas de seguridad y otra para mirar los temas humanitarios. Hay una iniciativa única, bajo la orientación de CARICOM, y de manera simultánea se van a mirar todos los aspectos. Yo creo que hay un mensaje clarísimo: la cooperación de la comunidad internacional para Haití va a depender

mucho, va a ser mucho más intensa y se va a facilitar mucho si se logra una solución política negociada, constitucional y democrática en Haití.

Hay muchas acciones que la comunidad internacional no está en capacidad de acometer, en gran medida porque la discordia política que hay allí no lo ha permitido y lo ha dificultado mucho a lo largo de los últimos años, lo que en modo alguno significa que no haya respaldo al Gobierno constitucional del Presidente Aristide y, desde luego, también a las resoluciones que se han aprobado en el marco de la OEA, que se entienden como un punto de partida y no algo que, de ninguna manera, se sustituye por la resolución.

A mí me parece importante el reconocimiento público que ha hecho el Gobierno de Haití y el Embajador Valcin sobre el Plan de CARICOM. Me parece supremamente importante. Creo que hay que recogerlo y que es una de las conclusiones importantes de esta sesión. No solo la adopción de la resolución, que con bastante eficacia consiguió el Embajador Durand, sino además ese aspecto.

Por último, quisiera decir, señor Presidente y señores Representantes, nuestra total cooperación con CARICOM para las tareas de monitoreo que le han impuesto a la Misión de la OEA en Haití. Quisiera aquí precisar un elemento que yo creo que es útil: nuestra Misión tiene un importante componente de derechos humanos, un componente de fortalecimiento de la justicia y un componente de entrenamiento de policía y de desarme. Esos son los componentes principales de esa Misión y es allí donde la Misión puede cumplir un importante rol en esta coyuntura, en el monitoreo de la iniciativa de CARICOM y en la actividad que la comunidad internacional quiera desarrollar a través de nuestra Misión en Haití.

Gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Secretary General. Ambassador Castulovich of Panama has the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE PANAMÁ: Muchas gracias, señor Presidente.

Señor Presidente, yo quiero, en primer lugar, que Panamá quede registrado como copatrocinador de la resolución que en la tarde de hoy hemos aprobado.

En segundo lugar, quiero decir que puedo suscribir todo lo que se ha dicho en todas las intervenciones de esta tarde. Por tanto, no repetiré ninguno de los aspectos tocados en ellas.

En tercer lugar, quiero señalar que siento que hay un tema que no se ha tocado, que no aparece en la resolución pero que debe quedar por lo menos mencionado esta tarde. Y es un reconocimiento, no solo al Secretario General Gavrira, sino también un reconocimiento muy especial al Secretario General Adjunto Einaudi, quien asumió un papel y una responsabilidad muy directa en la búsqueda de soluciones para la crisis haitiana.

Finalmente, quiero señalar que esta no es la primera resolución que aprobamos sobre Haití, es la séptima, entre resoluciones de la Asamblea General y resoluciones de este Consejo Permanente. Estamos aprobando una resolución importante, pero pienso que al levantarnos de esta mesa, y es el objeto fundamental de mi intervención, todos debiéramos hacernos las mismas preguntas que yo me

hago: si en el caso haitiano lo que hemos hecho ha sido suficiente, si en el caso haitiano lo que hemos hecho lo hemos hecho a tiempo, si en el caso haitiano lo que hemos hecho es todo lo que pudimos hacer frente a esa crisis política, pero fundamentalmente frente al drama humano de 7,5 millones de seres que incluyen ancianos, hombres, mujeres y niños.

Muchas gracias.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. Ambassador Fischer of Uruguay has the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DEL URUGUAY: Señor Presidente, también nuestra representación, en su condición de miembro del Grupo de Amigos de Haití, había venido siguiendo con mucha preocupación la evolución crítica de Haití, en la cual los factores de una coyuntura política muy difícil se mezclaban con un trasfondo de penuria y de escasez, siempre presente, y del que siempre ha parecido difícil, si no imposible, salir y que ha gravitado enormemente siempre, y en el cual, como bien lo señalaba el Embajador Castulovich, sobresalían y sobresalen los esfuerzos titánicos, incansables, perseverantes del Embajador Einaudi por involucrar la presencia de la OEA en la solución del conflicto.

Hoy, ante la conmoción que estamos viviendo, y la vivimos a través de la imagen, volvemos a manifestar esa tremenda aflicción. Yo no creo que lo haya hecho nadie mejor en nombre de ALADI que nuestro representante, el Embajador Ruíz Cabañas. En ese contexto, no queremos abundar mucho más. Sí queremos señalar tres o cuatro puntos específicos.

En primer término, que nosotros votamos esta resolución reiterando el respaldo a las autoridades legítimamente constituidas, al Gobierno constitucional del Presidente Aristide, y la confianza en el proceso de democratización de Haití. Es un voto, además, de voluntad colectiva. Y queremos, en segundo término, también tomar y asumir el compromiso que su Gobierno está contrayendo con la continuación de ese proceso y la pronta, inmediata e irremediable pacificación del país, como bien lo acaba de expresar al inicio de esta sesión, en su reiteración de compromiso, el Embajador Valcin.

En tercer término, como ya lo mencionamos en el marco del grupo ALADI, y no es un secreto, nosotros hemos encontrado enormemente importante el papel protagónico que ha asumido la CARICOM, esfuerzo que, además, no se traduce solamente en una voluntad abstracta; se traduce en un plan de medidas de fomento de la confianza, es toda una secuencia, es todo un programa específico para darle practicidad a la forma de buscar una salida en un contexto en el cual, si funciona, puede conducir a un viraje fundamental en esta crisis.

Finalmente quería señalar con respecto al contenido de la resolución, nos preocupa que en la solución de esta crisis quede muy bien delimitado lo que son acciones del gobierno y de la oposición, de las exacciones, de los actos de desenfreno y todo aquello que quiere alterar y transgredir, en forma desenfrenada, el escenario de estas crisis en Haití.

Muchas gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. La Embajadora Sánchez de la República Dominicana.

La REPRESENTANTE PERMANENTE DE LA REPÚBLICA DOMINICANA: Gracias, señor Presidente.

Como los vecinos más cercanos del hermano pueblo haitiano, nos alegramos en esta noche de la aprobación de esta resolución en la que tratamos, políticamente, de “arrimar el hombro” para que se solucione el problema que han generado los grupos delincuenciales en Haití. Pero nos preocupa profundamente que no hayamos profundizado sobre el porqué de la situación haitiana, porque nosotros sí no creemos que es exclusivamente porque el Presidente Aristide haya incumplido algunas recomendaciones.

Desde hace mucho tiempo nuestro Presidente, en cada uno de los cónclaves a los que ha asistido, se ha convertido en misionero para pedir ayuda para el hermano pueblo haitiano. Aquí tenemos algunos titulares de prensa: “Mejía pide a la Unión Europea descongele ayuda a Haití”; “Mejía pide a los países de ACP auxiliar al pueblo haitiano”; “Hipólito pide ayuda para Haití en conversación con la Administración del Presidente Bush”. Creo que él tocó las puertas de muchas instituciones que debían cooperar para ayudar a aquel pueblo. Nosotros sí sabemos cuán profunda y cuán dolorosa es la situación haitiana porque nosotros, que somos sus vecinos, somos los que tenemos que recibir a las parturientas que tienen que ir a nuestros hospitales cruzando la frontera y somos los que vemos morir a los niños en la frontera porque no tienen que comer.

Entonces, yo creo que sí hay que adoptar resoluciones en respaldo al Presidente constitucional, pero que ese respaldo no es exclusivamente desde aquí y por una resolución. Hay que pedir a los organismos internacionales de crédito que ayuden al pueblo haitiano, que descongelen esas ayudas, para que aquel país pueda comer y pueda tener medicinas. Porque podemos colaborar enviando un avión lleno de ayuda o enviando un millón de pesos, pero si no se descongela el dinero que necesariamente hay que enviar a Haití vamos a tener crisis haitiana y esa crisis puede rebotar primero en mi país y después en toda la región.

Muchas gracias.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. I give the floor to the Representative of Colombia.

La REPRESENTANTE ALTERNA DE COLOMBIA: Gracias, señor Presidente. La Delegación de Colombia saluda la iniciativa de la Delegación de Haití de solicitar esta sesión extraordinaria del Consejo Permanente para examinar la situación que se viene presentando en ese país vecino y hermano. Consideramos que la OEA está llamada a continuar jugando un importante papel en la solución política de la situación que se presenta en Haití, y en ese sentido apoyamos tanto los esfuerzos que realiza la Misión de la OEA como aquellos que viene llevando a cabo la CARICOM para propiciar una salida negociada, pacífica, democrática y constitucional a la crisis política haitiana.

La Delegación de Colombia considera que toda gestión encaminada a buscar un camino para la convivencia en Haití debe tener como premisa fundamental la preservación de la democracia y de las instituciones. En ese sentido, expresamos nuestro respaldo al Gobierno constitucional del Presidente Jean-Bertrand Aristide.

Esperamos que el llamado de CARICOM y de la OEA al diálogo y a la solución pacífica y negociada sean los principios rectores para dar una solución a la crisis. Expresamos nuestra solidaridad con el pueblo haitiano, que ha sufrido los avatares de la violencia en estas últimas semanas. Destacamos la importancia de que la ayuda humanitaria pueda llegar a los haitianos, que la necesitan con urgencia.

Mi Delegación, tal como ya lo expresó el coordinador del grupo ALADI, apoya la resolución que se ha aprobado en el día de hoy y hace votos por que la paz y la convivencia permitan la construcción de acuerdos en beneficio de todos los haitianos.

Gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Thank you, Representative of Colombia. The Representative of Canada has the floor.

La REPRESENTANTE ALTERNA DEL CANADÁ: Merci, Monsieur le Président.

Le Canada est vivement préoccupé par la détérioration de la situation politique, sociale et économique en Haïti. Notre Ministre des Affaires étrangères, Monsieur Bill Graham, a exprimé ses préoccupations et a condamné vigoureusement le recours à la violence en Haïti. Le Canada presse toutes les parties concernées de mettre un terme à la violence, de respecter les droits de la personne et le droit humanitaire international et de coopérer avec la Mission spéciale de l'Organisation des États Américains pour trouver une solution pacifique à la crise actuelle.

Nous nous félicitons de l'adoption de cette résolution par le Conseil permanent, résolution que nous co-parrainons et qui exprime le support des pays de l'hémisphère à l'Initiative de la CARICOM visant à promouvoir un dénouement pacifique de la situation en Haïti.

Le Canada, qui a pu participer en qualité d'observateur aux réunions de Kingstown et de Nassau, appuie énergiquement cette initiative. Nous croyons que les pays de la CARICOM, en tant que voisins immédiats d'Haïti, sont idéalement positionnés pour jouer ce rôle de *leader* des efforts de la communauté internationale. Devant la situation actuelle en Haïti, la solidarité régionale et internationale est cruciale et décuple notre capacité d'apporter un support efficace aux Haïtiens en ce temps de crise.

Nous lançons un appel particulier au Gouvernement d'Haïti pour qu'il mette en œuvre les mesures qui sont suggérées dans le Plan d'action préliminaire de la CARICOM et celles qui ont été prises dans les résolutions antérieures de l'OEA. Une large part de ces mesures ne dépend pas, pour débiter leur mise en œuvre, de l'existence préalable d'un accord avec l'opposition. Au contraire, elles pourraient contribuer à créer le climat propice à une telle entente.

De la même façon, nous en appelons à l'opposition politique pour qu'elle s'engage dans le processus démocratique et accepte de participer à la mise en œuvre du Plan d'action préliminaire de la CARICOM. Un tel positionnement contribuerait substantiellement à calmer la situation en Haïti et permettrait aux groupes modérés de reprendre leur place dans le débat.

Le Canada a pris note des récentes expressions d'inquiétude de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur la situation des droits de la personne en Haïti. Le Gouvernement d'Haïti doit assurer intégralement ses obligations en matière des droits de la personne dans le respect des instruments internationaux en cette matière. Le Canada est inquiet face à la détérioration de la situation humanitaire en Haïti. Nous pressons toutes les parties concernées de faciliter l'accès des organismes humanitaires aux groupes vulnérables et d'assurer la protection des civils. Nous condamnons les attaques lancées récemment contre le personnel des installations médicales en Haïti et exhortons les autorités locales à assurer une protection adéquate de ces installations.

À cet égard, nous informons le Conseil que le Canada a annoncé une aide humanitaire immédiate de 1.15 million de dollars canadiens à la population d'Haïti affectée par la crise.

Merci, Monsieur le Président.

El PRESIDENTE: Merci, Représentant du Canada. The Ambassador of Costa Rica has the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE COSTA RICA: Gracias, señor Presidente. Seré muy breve, porque Costa Rica hace totalmente suyas las palabras que ya pronunció nuestra coordinadora del Grupo Centroamericano, la Embajadora Margarita Escobar, de El Salvador.

Sin embargo, debo cumplir con una directriz de nuestra Cancillería para manifestar el total apoyo de nuestro Gobierno a la institucionalidad democrática de la hermana nación de Haití y el respaldo al Gobierno del Presidente Jean-Bertrand Aristide. Haití requiere de un cese inmediato de hostilidades, y, por lo tanto, Costa Rica hace un llamado para que termine la violencia. Haití requiere de un apoyo político y financiero urgente, que le permita regresar a la normalidad a la brevedad posible. Apoyamos todas las iniciativas encaminadas a crear fuentes de asistencia humanitaria y fuentes de asistencia financiera.

Felicítamos también, señor Presidente, la noble gestión de la CARICOM, la cual respaldamos totalmente. Costa Rica, y acá nuestra Cancillería quiere hacer el anuncio, dentro de sus limitaciones financieras ha ofrecido un plan de asistencia en el campo de la salud el cual se encuentra bajo estudio por las autoridades encargadas para llevarlo adelante. Señoras y señores Embajadores, Haití requiere la ayuda de todos nosotros. Y es ahora cuando debemos hacerlo.

Gracias, señor Presidente.

El PRESIDENTE: Gracias, señor Representante de Costa Rica. Tiene la palabra el señor Representante de Chile.

El REPRESENTANTE ALTERNO DE CHILE: Gracias, señor Presidente. Muy brevemente, la Delegación de Chile se siente plenamente representada por las consideraciones del señor Embajador de México, como coordinador del grupo ALADI, respecto de esta resolución y de las circunstancias que se viven en Haití.

Chile aprecia especialmente los esfuerzos de CARICOM, los de esta Organización y los de la Presidencia del Consejo Permanente para lograr una salida democrática y negociada a la crisis. Chile se enorgullece de su larga y estrecha vinculación con Haití, que alcanza los ámbitos políticos, de cooperación y, ciertamente, los diplomáticos. Y es en este espíritu que concurrimos a la aprobación de esta resolución.

Muchas gracias.

El PRESIDENTE: Thank you very much. The Ambassador of the United States has again asked for the floor.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS: Mr. Chairman, I beg your indulgence. I neglected to mention one fact about humanitarian support for the people of Haiti: the aid levels of my country for this year. The United States is seeking \$55 million for the current fiscal year, most of which goes to food security for nursing mothers and for children under the age of five and for supporting health networks. For the record, Mr. Chairman, since 1955, my country has provided \$850 million in direct bilateral assistance to Haiti. That's all grant money, all donations.

Thank you, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you, Ambassador. I now give the floor to the Alternate Observer of Ireland, Mr. Tim Doyle, representing the European Union (EU). You have the floor, sir.

El OBSERVADOR ALTERNO DE IRLANDIA EN REPRESENTACIÓN DE LA UNIÓN EUROPEA: Mr. Chairman, in our capacity as current presidency of the European Union (EU), I'd like to read to you the EU declaration of February 16, 2004, on Haiti:

The European Union is greatly concerned at the recent outbreaks of violence in a number of provincial towns. It calls on all political forces, without exception, to refrain from any kind of violent behaviour.

The marked deterioration in the security situation has been accompanied by serious violations of human rights and democratic rules. The European Union deplores yet further instances of armed gangs disrupting peaceful demonstrations on 12 and 15 February 2004.

The European Union would point out that in Kingstown on 31 January 2004, President Aristide accepted the Caribbean Community's (CARICOM) proposed Prior Action Plan. Upholding the right of peaceful demonstration was a key part of that plan.

The European Union is alarmed at the frequent breaches of international humanitarian law. It would remind all concerned of their duty to respect personnel, establishments, vehicles, and medical facilities. The Red Cross emblem symbolises that protection and must be respected.

The European Union strongly believes that the present crisis in Haiti must be resolved peacefully by seeking dialogue and compromise. All constitutional solutions should be considered. In particular, the European Union supports the CARICOM initiative and

urges all parties to endorse it. The Union calls on the Haitian authorities to honour the commitments given by President Aristide and put them into practice in accordance with the timetable agreed in the action plan.

The Acceding Countries, Cyprus, the Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Malta, Poland, the Slovak Republic, and Slovenia; the Candidates Countries, Bulgaria and Romania; the Countries of the Stabilisation and Association Process and potential candidates, Albania, Bosnia and Herzegovina and Croatia; and the EFTA countries, Liechtenstein and Norway, members of the European Economic Area, align themselves with this declaration.

Thank you, Mr. Chairman.

El PRESIDENTE: Thank you very much, Mr. Doyle. I give the floor to the Ambassador of Paraguay.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DEL PARAGUAY: Gracias, señor Presidente. Voy a ser muy breve, solo para expresar el apoyo total de la Misión del Paraguay a este proyecto que ya ha sido aprobado.

Coincidimos plenamente con las expresiones de nuestro coordinador, el Embajador Miguel Ruíz Cabañas, de México. De manera que allí está contenido el pensamiento que hemos logrado consensuar dentro del grupo ALADI.

Pero quiero expresar también, señor Presidente, que a la Delegación, a la República del Paraguay y al Gobierno del Paraguay le complace sumamente que los países de la CARICOM hayan asumido este solemne compromiso destinado a promover una solución pacífica de la situación en Haití. Nosotros creemos que nadie mejor que los miembros de la Comunidad del Caribe van a contribuir a este enorme esfuerzo por llevar a este noble pueblo de Haití a una solución pacífica de sus graves problemas políticos y económicos.

También creemos que este es un compromiso no solo para el Gobierno de Haití sino también para la oposición, porque establece derechos y deberes para ambas partes.

Quiero dejar constancia también de que nos ha causado una muy buena sensación el compromiso que ha asumido en representación de su gobierno el Embajador Raymond Valcin, en el sentido de honrar aquellos compromisos internacionales que tiene la República de Haití y sobre todo el respeto de los derechos humanos. Creo que este documento que ahora estamos aprobando es una obligación para el Gobierno de Haití y para la oposición de respetar el derecho a la vida como inherente a la persona humana, también de respetar la libertad, del cumplimiento de la ley, y sobre todo de las garantías constitucionales que hacen que esos derechos sean respetados.

Por estas razones, señor Presidente, mi Delegación quiere expresar su apoyo a esta resolución que estamos aprobando.

Muchas gracias.

El PRESIDENTE: Gracias, Embajador.

Maintenant, j'ai l'honneur de céder la parole à l'Ambassadrice de la France, Madame Sylvie Alvarez. Madame, vous avez la parole.

La OBSERVADORA PERMANENTE DE FRANCIA: Merci, Monsieur le Président.

La France exprime sa très profonde inquiétude quant à l'évolution de la situation en Haïti. Celle-ci est marquée tout d'abord par une grave crise politique, une violence croissante et des pertes en vies humaines. La situation est devenue localement insurrectionnelle. Ensuite, une situation humanitaire qui se dégrade rapidement. Dans son bulletin du 13 février, le Bureau de coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies indique que l'accès à certains hôpitaux est fermé à la population civile, que certaines localités doivent faire face à des pénuries alimentaires et que l'UNICEF a identifié plus d'un million d'enfants vulnérables. Une mission d'évaluation inter-agences de l'ONU est sur place. Enfin, des violations graves et répétées des droits de l'homme sont commises.

Permettez-moi de préciser que la France soutient clairement le Plan d'action initial élaboré par la CARICOM qui contient des propositions et un calendrier précis d'action dans la droite ligne des résolutions 806, 822 du Conseil permanent et 1959 de l'Assemblée générale. C'est, du reste, la position de l'Union européenne qui a publié une déclaration le 16 février dernier, laquelle vient d'être lue par le représentant de la présidence irlandaise.

Nous croyons profondément que la solution de la crise actuelle en Haïti doit être pacifique, par la recherche du dialogue et du compromis. Cela suppose d'abord un sursaut des parties concernées. Le gouvernement et l'opposition doivent, sans délai et sans préalable, reprendre un dialogue politique. La responsabilité leur incombe en commun d'ouvrir une issue politique et pacifique à la crise en explorant toutes les ressources constitutionnelles.

Mon pays souhaite œuvrer à la convergence des initiatives de la communauté internationale en appui à la Mission spéciale de l'OEA et aux efforts de la CARICOM. Notre souci est d'agir, dans un contexte multilatéral, sur plusieurs plans : dans le processus de dialogue politique, dans une action humanitaire d'urgence, dans le domaine du respect des droits de l'homme et envisager, si nécessaire, une force garantissant l'ordre public et la sécurité, comme l'a proposé la CARICOM.

Je remercie Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation d'avoir fait état devant le Conseil tout à l'heure, après son entretien avec le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de la convergence de vues de la communauté internationale – OEA, CARICOM, ONU, Union européenne et la France – sur la situation en Haïti. L'accent que vient de mettre le Secrétaire général César Gaviria sur la dimension du problème des droits de l'homme et de la situation humanitaire dans ce pays rejoint tout à fait la position de la France.

Je vous remercie.

El PRESIDENTE: Merci beaucoup, Madame l'Ambassadrice. The Ambassador of Haiti has asked for the floor, and I am pleased to give it to him.

El REPRESENTANTE PERMANENTE DE HAITÍ: Merci, Monsieur le Président.

Je sais que vous êtes d'une agilité exceptionnelle. Vous l'avez prouvé dans la direction de nos discussions lors des délibérations autour du projet de résolution avec les groupes régionaux. Vous le prouvez aujourd'hui encore et je sais que vous êtes un excellent sportif. Donc, en ce sens, je ne suis pas du tout étonné.

Je voudrais avec votre permission, Monsieur le Président, utiliser une dernière opportunité aujourd'hui pour principalement adresser en tout premier lieu les remerciements de la Délégation de la République d'Haïti, au nom du gouvernement du pays en question que je représente, pour les nombreuses expressions de soutien et d'appui dont nous avons été l'objet. C'est une marque de solidarité qui nous est très chère, très sensible, qui nous fait très chaud au cœur. Nous voulons de façon toute particulière remercier aussi les délégations des pays dont les gouvernements ont consenti des appuis de type matériel au peuple et au Gouvernement de la République d'Haïti actuellement ; pour les nommer, l'offre qui a été acheminée par la Délégation des États-Unis, celle du Canada, celle également de la République du Venezuela qui très certainement nous seront très utiles pour aider à aborder avec un peu d'efficacité les nombreuses situations contraignantes auxquelles nous faisons face actuellement. Nous les prions de croire en notre profonde gratitude.

Je voudrais également, Monsieur le Président, de façon toute particulière, indiquer combien la République d'Haïti se sent vraiment fière d'appartenir au groupe régional de la CARICOM dont l'initiative constitue une piste extrêmement importante dans le cadre de la recherche d'une voie de sortie à cette crise, combien pénible, qui secoue notre pays depuis plus de trois années déjà. Nous pensons que le *focus* doit être maintenu sur cette initiative et il n'y absolument pas de doute que le Gouvernement de la République d'Haïti fera tous les efforts nécessaires, dans la limite de ses moyens, pour honorer les obligations qui ont été souscrites au titre de l'acceptation des dispositions de l'initiative soumise par la CARICOM, le Plan d'action initial en particulier.

Je voudrais en même temps, Monsieur le Président, attirer l'attention sur le fait que le Gouvernement de la République d'Haïti, en assumant ses obligations, doit nécessairement informer ses partenaires des problèmes financiers, matériels, techniques et autres contraintes auxquels il fait face, ce qui ne représente pas une disculpation par rapport à la nécessité de l'assomption desdites obligations, mais ce qui devrait nous porter à éviter d'inverser les rôles. Ne voilà-t-il pas qu'aujourd'hui Haïti se trouve face à une crise qui a pris une dimension particulière. Sans entrer dans une dynamique de controverse, je crois qu'il est important d'insister sur le fait que le *focus* doit être maintenu sur l'aide à apporter à un pays frère, à un pays ami, un pays membre de l'Organisation des États Américains pour l'aider à sortir de ses difficultés, tout en ne lui donnant effectivement aucun chèque en blanc, tout en ne lui donnant effectivement aucune latitude qui lui permettrait d'échapper à ses obligations. Mais nous pensons qu'il est important effectivement de considérer que certaines des obligations ne peuvent pas être satisfaites de manière immédiate.

Je m'en voudrais de ne pas souligner que la République d'Haïti dispose aujourd'hui d'une force de police de seulement 3.500 personnes qui n'ont absolument pas d'équipement à leur disposition, qui sont extrêmement indisciplinées et qui sont effectivement traversées par toutes sortes de pratiques irrégulières, y compris le narcotraffic, incluant toutes formes d'autres expressions de criminalité et de corruption. Ce n'est pas une réalité nouvelle pour nous, et c'est précisément dans cet esprit et pour cette raison que nous avons depuis déjà bientôt un an et demi, sollicité l'assistance et l'accompagnement de l'Organisation des États Américains, dans le cadre de la Mission spéciale, pour aider à résoudre certaines de ces situations extrêmement épineuses, en particulier une assistance pour

aider à effectuer une professionnalisation de l'institution policière. Comment pourrait-il être possible qu'avec 3.500 membres d'une force de police pour une population d'environ 8 millions d'habitants, nous puissions vraiment régler des questions de matière sécuritaire avec efficacité ? En comparaison avec la ville de New-York, si je puis prendre cette référence, qui dispose d'une population similaire, on compte approximativement 62.500 membres des forces de police et de sécurité, dotés d'équipement de toutes sortes, placés dans une situation où ils ont toujours été exposés à des standards dans le cadre d'une culture institutionnelle et organisationnelle beaucoup mieux rôdée.

Je ne veux vraiment pas abuser de votre patience, Monsieur le Président, mais je m'en voudrais de ne pas signaler qu'aujourd'hui l'une des formes d'assistance dont Haïti a besoin consiste effectivement à couper les bases à ces bandes armées et à ces groupes de criminels qui ont occupé certains coins du territoire, leur couper les sources d'accès aux armements, leur couper tout accès à des munitions dont ils peuvent vraiment faire un usage tout à fait néfaste pour notre pays. Il ne s'agit pas seulement de les dénoncer ; il s'agit aussi d'aider Haïti à identifier les sources où ils s'approvisionnent en armement et en ressources de toutes sortes qui facilitent l'exécution des opérations de déstabilisation dans lesquelles ils sont engagés actuellement.

Il nous paraît que, malgré ces difficultés, nous devons garder notre optimisme et notre confiance dans les principes et les méthodes démocratiques. Et c'est sur cette base que nous avons spontanément adhéré à la proposition de la CARICOM et que nous continuons à prôner la voie du dialogue, du compromis, de la négociation. Et c'est sur cette base aussi que nous lançons un appel à nos frères et sœurs de l'opposition pour qu'ils nous rejoignent dans cette voie parce que c'est la seule voie qui soit garante d'une solution durable, équitable et effective à cette lamentable crise qui nous secoue.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

El PRESIDENTE : Merci à vous, Monsieur l'Ambassadeur Valcin. Maintenant la session est vraiment terminée.

ANEXO

RESOLUCIÓN APROBADA

OEA/Ser.G
CP/RES. 861 (1400/04)
19 febrero 2004
Original: francés

CP/RES. 861 (1400/04)

APOYO AL ORDEN PÚBLICO Y AL FORTALECIMIENTO
DE LA DEMOCRACIA EN HAITÍ

EL CONSEJO PERMANENTE DE LA ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS,

HABIENDO OIDO las palabras del Representante Permanente de Haití sobre los acontecimientos ocurridos desde el 5 de febrero de 2004, los cuales han desestabilizado el orden público en muchas regiones del país, en particular en la ciudad de Gonaïves, y han resultado en la pérdida de numerosas vidas;

PROFUNDAMENTE PREOCUPADO por la gravedad de la situación actual, la tenacidad de la crisis política, los enormes desafíos socioeconómicos, en particular la extrema pobreza y sus efectos devastadores sobre el pueblo haitiano, y la polarización que caracteriza la situación política en Haití;

PREOCUPADO TAMBIÉN por la creciente crisis humanitaria y por la situación crítica de la población civil afectada por la violencia actual;

RECONOCIENDO que la violencia y las pandillas armadas constituyen un gran obstáculo a la gobernabilidad y el progreso hacia una solución pacífica, negociada, democrática y constitucional a la crisis política en Haití;

CONSIDERANDO que la Carta de la Organización de los Estados Americanos reconoce que la democracia representativa es condición indispensable para la estabilidad, la paz y el desarrollo de la región, y que uno de los propósitos esenciales de la OEA es promoverla y consolidarla dentro del respeto al principio de no intervención;

REAFIRMANDO que la Carta Democrática Interamericana proclama que “los pueblos de América tienen derecho a la democracia y sus gobiernos la obligación de promoverla y defenderla” y que “son elementos esenciales de la democracia representativa, entre otros, el respeto a los derechos humanos y las libertades fundamentales; el acceso al poder y su ejercicio con sujeción al estado de derecho; la celebración de elecciones periódicas, libres, justas y basadas en el sufragio universal y

secreto como expresión de la soberanía del pueblo; el régimen plural de partidos y organizaciones políticas; y la separación e independencia de los poderes públicos”;

REAFIRMANDO el espíritu de la resolución AG/DEC. 31 (XXXIII-O/03), según la cual la gobernabilidad democrática reclama la participación responsable de todos los sectores sociales en la construcción de los consensos necesarios para el fortalecimiento de nuestras democracias;

REAFIRMANDO la importancia de las resoluciones CP/RES. 822 (1331/02), “Apoyo al fortalecimiento de la democracia en Haití”, CP/RES. 806 (1303/02) corr. 1, “La situación en Haití”, y CP/RES. 786 (1267/01), “Apoyo a la democracia en Haití”;

REAFIRMANDO TAMBIÉN la importancia de las resoluciones AG/RES. 1959 (XXXIII-O/03), “Apoyo al fortalecimiento de la democracia en Haití”, AG/RES. 1841 (XXXII-O/02), “La situación en Haití”, y AG/RES. 1831 (XXXI-O/01), “Apoyo a la democracia en Haití”, aprobadas por la Asamblea General;

RECONOCIENDO el importante papel de la Misión Especial de la OEA para el Fortalecimiento de la Democracia en Haití; y

ACOGIENDO CON BENEPLÁCITO la importante iniciativa de la Comunidad del Caribe (CARICOM) para ayudar a solucionar la crisis política,

RESUELVE:

1. Condenar vehementemente los actos de violencia ocurridos en varias regiones de Haití e instar a ponerle fin de inmediato, deplorar la pérdida de vidas y los daños materiales que han resultado de la crisis actual y condenar los elementos y actividades criminales que están desafiando el estado de derecho y las instituciones gubernamentales establecidas.

2. Expresar su apoyo al orden constitucional en Haití y su firme apoyo a la iniciativa de la Comunidad del Caribe (CARICOM) destinada a promover una solución pacífica de la situación en Haití.

3. Exhortar a todos los actores haitianos relevantes a que cumplan con las medidas de fomento de la confianza propuestas en el plan de acción preliminar de la CARICOM, preparado en la reunión sobre Haití celebrada en Kingston, Jamaica, el 31 de enero de 2004 que establece, *inter alia*:

- Cumplimiento de las resoluciones pertinentes de la OEA
- Necesidad de negociar normas para las manifestaciones
- Liberación de los detenidos
- Desarme de las pandillas armadas
- Establecimiento de un consejo asesor de base amplia
- Designación de un nuevo gobierno mediante la identificación de un Primer Ministro neutral e independiente que goce de la confianza del público
- Implementación de la Carta sobre Sociedad Civil, de la CARICOM.

4. Expresar su firme apoyo al Gobierno del Presidente de Haití, Jean-Bertrand Aristide, en sus esfuerzos encaminados a restablecer el orden público por medios constitucionales e instar al gobierno a cumplir todos los compromisos y observar los plazos estipulados en la iniciativa de la CARICOM, incluidos los compromisos dimanados de las resoluciones pertinentes de la OEA.

5. Instar en particular a la oposición política democrática y la sociedad civil a actuar responsablemente, denunciar el uso de la violencia, cumplir sus responsabilidades y participar en el proceso democrático de conformidad con la propuesta de la CARICOM.

6. Exhortar a todas las partes involucradas en la crisis actual a que garanticen el acceso pleno, seguro y sin impedimentos de personal y ayuda humanitaria a toda la población civil que lo necesite.

7. Instar al Gobierno de Haití a respetar los derechos, en particular los derechos humanos, de todos los ciudadanos y residentes de Haití, e instar a todos los haitianos a que respeten el estado de derecho.

8. Instar al Gobierno a que adopte todas las medidas adecuadas a fin de reforzar su apoyo para la implementación efectiva del mandato de la Misión Especial de la OEA.

9. Reiterar su firme apoyo a los esfuerzos que realiza la Misión Especial de la OEA para contribuir al fortalecimiento de las instituciones democráticas de Haití y exhortar a los Estados Miembros y a otros miembros y organizaciones de la comunidad internacional a fortalecer la labor de la Misión Especial mediante el suministro de apoyo financiero y recursos humanos.

10. Solicitar a la Misión Especial de la OEA que respalde la iniciativa de la CARICOM para que cumpla sus objetivos y encomendar al Secretario General que continúe cooperando con la CARICOM en la búsqueda de una solución a la crisis en Haití.

11. Apelar a la solidaridad internacional para respaldar los esfuerzos del Gobierno y el pueblo de Haití encaminados a encontrar una solución pacífica a la crisis actual y prevenir un mayor deterioro de la situación humanitaria y socioeconómica.

AC00847T01

ISBN 0 -8270-4731-2